

menace le Canada, voire le continent nord-américain tout entier. Sinon, nous partagerons le sort de l'Europe et d'autres pays. N'oublions pas, en décriant le communisme, que Karl Marx a déclaré il y a longtemps que le capitalisme portait en lui-même les germes de sa propre destruction. Si on lui accorde ses coudées franches, il est voué à une destruction certaine.

Nous lui avons accordé toute liberté d'action à deux reprises et il a disparu de tous les pays du monde sauf du continent nord-américain. La révolution, le fascisme ainsi que toutes les autres doctrines en ismes, qui nous inspirent tant de crainte, ne sont pas l'apanage d'un peuple quelconque. Ils sont le résultat d'un régime et si nous permettons le maintien de ce régime, sans le modifier, nous subirons le même sort. A coup sûr les leçons du passé devraient nous porter à en extirper les abus qui l'ont mené à la destruction dans divers pays du monde. On ne saurait y parvenir qu'en faisant disparaître la crainte, l'insécurité et tous les autres éléments qui sont de nature à détruire la confiance dans l'esprit des gens.

Nous n'y pouvons pas grand chose en ce qui concerne les Etats-Unis. La situation n'y est pas bien rose. Cependant, nous pouvons y remédier au Canada. Si l'entreprise privée est à la hauteur de la tâche, comment se fait-il que ce régime ne fonctionne et ne permet aux ouvriers de jouir de normes de vie convenables que pendant les guerres, quand la plus grande partie des jeunes gens et des producteurs sont aux armées? Nous sommes alors en état de verser des salaires et des allocations, d'accorder des pensions, de fournir les services d'hospitalisation et de santé, etc. Nous sommes capables de tout cela pendant une guerre, mais lorsque nos militaires reviennent au pays ils font face à une situation bien différente; bien que nous possédions en abondance des ressources, des usines et de l'outillage, nous jetons ces gens encore une fois sur le pavé.

Pourquoi en est-il ainsi? C'est à cause de l'absence de plans. Le parti conservateur n'aime pas les plans, sauf s'ils viennent de la rue Bay à Toronto et de la rue Saint-Jacques à Montréal. Ses actes le démontrent, et nous savons ce que nous devons attendre de lui. Dès la fin des hostilités, on s'empresse de remettre en place l'écriteau "aucun besoin de main-d'œuvre".

J'ai réellement honte de parler à la Chambre de la situation qui existe dans les Provinces maritimes. La radio nous apprenait ce matin qu'il y a 30,000 chômeurs dans ces provinces. Il y a dans la petite île que je représente ici, plus de 2,200 anciens combattants dont la plupart n'ont jamais eu d'emploi avant de s'enrôler dans l'armée. Ils chômaient sous

le régime de la libre entreprise. Ils ont revêtu l'uniforme et combattu pour leurs institutions, et ils sont rentrés au pays qui leur a promis tant de choses. Oui, il y a sur cette seule petite île, 2,200 anciens combattants qui sont aujourd'hui sans travail et qui nous écrivent des lettres déchirantes, comme l'attestera le ministre des Affaires des anciens combattants.

Du travail, il n'y en a pas. Toutes les usines qui y fonctionnaient durant la guerre ont fermé leurs portes, et les ouvriers sont sur le pavé. Je tiens incidemment à signaler au ministre du Travail (M. Mitchell) et au ministre de la Reconstruction et des Approvisionnement (M. Howe) qu'il y a une grève là-bas en ce moment. Je demanderais à mes honorables amis tant à ma droite qu'en face, — car il y a pas mal de tories parmi nos honorables vis-à-vis, — s'ils peuvent affirmer que l'industrie houillère se trouve mieux de l'abolition des régies.

Il y a trente ans que je suis mêlé directement et indirectement à cette industrie. L'ayant observée à tous points de vue, j'y ai constaté les pires conditions matérielles et sociales, les pires relations imaginables entre patrons et ouvriers. Et pourquoi? Parce que nous avons dans la Dosco un véritable poulpe qui, plus que toute autre société au Canada, nous enserre dans ses tentacules. Pour la haute direction de cette usine, l'élément humain n'existe pas.

Pendant la guerre, avec le système des régies, la situation était différente. Je ne crains donc pas d'affirmer que, grâce à l'institution du Conseil national des relations ouvrières, qui centralisait à Ottawa un régime d'envergure nationale, j'ai pu constater pour la première fois de ma vie, et depuis que je m'intéresse à l'industrie houillère, que nous échappions à l'emprise de la Dosco. Des réclamations eurent lieu, certes, mais le Conseil national des relations ouvrières s'est abouché avec le ministre de la Reconstruction, lequel a dirigé l'industrie pendant à peu près toute la guerre, et il n'y a pas eu de grèves, pas de difficultés. On a un peu haussé les salaires, on a établi le régime des vacances payées, et les ouvriers commençaient à trouver bon d'habiter la région.

En décembre 1946, le fédéral abolissait ces régies et les remettait à la province, ce qui équivalait en fait à leur remise à une agence de la Dosco, car c'est véritablement une agence de cette société. Les dirigeants du syndicat des mineurs ont tenté de conclure un accord, mais vainement. Impossible de s'adresser à Ottawa, car les régies n'existent plus. Il n'y a plus de subventions. C'est donc le retour à l'entreprise libre, à ce régime qui lui permet de faire la pluie et le beau temps.